MAIRIE d'AGONÈS

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL 28 mai 2020

Le vingt-huit mai deux mille vingt à dix-huit heures et trente minutes, les membres du Conseil Municipal de la Commune d'Agonès dûment convoqués le quinze mai deux mille vingt, se sont réunis en séance ordinaire, sous la présidence de M. TRICOU Patrick, Maire.

Présents :

Mme Camille BRETON, Mme Gwenaelle MATHIEU, Mme Noëlle PRUNET, Mme Véronique RIGAUD, Mr Éric GUICHARD, Mr Sébastien PASQUIER, Mr Bertrand RAMES, Mr Cédric RICO, Mr Laurent TEISSIER, Mr Patrick TRICOU.

Excusés :

Mme Katia SERRES qui donne pouvoir à Mme Noëlle PRUNET.

Le quorum étant atteint, le Conseil peut valablement délibérer.

Mr Laurent TEISSIER est nommé secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte le compte-rendu de la dernière séance du 12 mars 2020.

Délibération n° 2020_007D

ELECTION DU MAIRE

Le doyen des membres présents du conseil municipal, Mr Bertrand RAMES, a pris la présidence de l'assemblée. Il a procédé à l'appel nominal des membres du conseil, a dénombré dix conseillers présents et a constaté que la condition de quorum posée à l'article L. 2121-17 du CGCT était remplie.

Il a ensuite invité le conseil municipal à procéder à l'élection du maire. Il a rappelé qu'en application des articles L. 2122-4 et L. 2122-7 du CGCT, le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue parmi les membres du conseil municipal. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Le conseil municipal a désigné deux assesseurs :

- Mr Cédric RICO
- Mr Sébastien PASQUIER

Chaque conseiller municipal, après appel de son nom, a remis son bulletin de vote fermé sur papier blanc.

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- Nombre de bulletins :	onze	11
- Bulletins blancs ou nuls :	zéro	0
- Suffrages exprimés :	onze	11
- Majorité absolue :	onze	11

MAIRIE d'AGONÈS

a obtenu :

M. Patrick TRICOU onze voix (11 voix)

M. Patrick TRICOU ayant obtenu la majorité absolue a été proclamé maire et a été immédiatement installé.

Délibération n° 2020_008D

DETERMINATION DU NOMBRE D'ADJOINTS

Monsieur le Maire, rappelle que le conseil municipal peut librement déterminer le nombre d'adjoints appelés à siéger tout autant que ce nombre n'excède pas 30% de l'effectif légal du conseil municipal. Il précise donc qu'en application des articles L. 2122-1 et L. 2122-2 du CGCT, la commune peut disposer de trois adjoints au maire au maximum. Elle doit disposer au minimum d'un adjoint. Il a rappelé qu'en application des délibérations antérieures, la commune disposait, à ce jour, de trois adjoints.

Aux vues de ces éléments, le conseil municipal, à l'unanimité, fixe à trois le nombre d'adjoints au maire de la commune.

Délibération n° 2020_009D

ELECTION DES ADJOINTS

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-1 à L. 2122-17, Monsieur le Maire rappelle que les adjoints prennent rang dans l'ordre de leur nomination. Il convient par conséquent de commencer par l'élection du premier adjoint.

Après un appel de candidature, il est procédé au déroulement du vote.

Élection du premier adjoint :

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- Nombre de bulletins :	onze	11
- Bulletins blancs ou nuls :	zéro	0
- Suffrages exprimés :	onze	11
- Majorité absolue :	onze	11

a obtenu :

Mme Véronique RIGAUD onze voix (11 voix)

Mme Véronique RIGAUD ayant obtenu la majorité absolue est proclamée première adjointe au maire.

Élection du deuxième adjoint

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- Nombre de bulletins :	onze	11
- Bulletins blancs ou nuls :	zéro	0
- Suffrages exprimés :	onze	11
- Majorité absolue :	onze	11

MAIRIE d'AGONÈS

a obtenu :

Mme Noëlle PRUNET onze voix (11 voix)

Mme Noëlle PRUNET ayant obtenu la majorité absolue est proclamée deuxième adjointe au maire.

Élection du troisième adjoint

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- Nombre de bulletins : onze 11
- Bulletins blancs ou nuls : zéro 0
- Suffrages exprimés : onze 11
- Majorité absolue : onze 11

a obtenu :

M. Eric GUICHARD onze voix (11 voix)

Mr Eric GUICHARD ayant obtenu la majorité absolue est proclamé troisième adjoint au maire.

Le Procès-verbal d'élection du Maire et des Adjointes est immédiatement rédigé et signé par le Maire, le conseiller municipal le plus âgé, les assesseurs et le secrétaire de séance.

Délibération n° 2020_010D

Délégués intercommunaux

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, conformément à l'article L.2122-10 du Code des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à la nomination des délégués du Conseil Municipal au sein des organismes intercommunaux. Pour ce qui est de la commune d'Agonès, il s'agit de la CCCGS (Communauté des Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises), du SIEA (Syndicat Intercommunal d'Eaux et d'Assainissement de la région de Ganges), et du SIVU GANGES LE VIGAN.

Sur proposition de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal nomme comme délégués :

SYNDICATS	TITULAIRES	SUPPLEANTS
CCCGS	Patrick TRICOU	Véronique RIGAUD
SIEA	Sébastien PASQUIER Bertrand RAMES	Camille BRETON Cédric RICO
SIVU GANGES LE VIGAN	Sébastien PASQUIER	Noëlle PRUNET

MAIRIE d'AGONÈS

Délibération n° 2020_011D

Indemnité du Maire et des Adjointes

Monsieur le Maire expose que les maires bénéficient à titre automatique, sans délibération, d'indemnités de fonction fixées selon le barème énoncé à l'article L 2123-23 du CGCT.

Barèmes relatifs aux indemnités de fonction au 1^{er} janvier 2020

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2123-20 et suivants

Indemnités de fonction brutes mensuelles des maires

Article L. 2123-23 du CGCT

Strates démographique	Taux maximal (en % de l'indice brut terminal)	Indemnité brute (en euro)
Moins de 500	25.5	991,80

Indemnités de fonction brutes mensuelles des adjoints

Article L. 2123-24 du CGCT

Strates démographique	Taux maximal (en % de l'indice brut terminal)	Indemnité brute (en euro)
Moins de 500	9.9	385,05

Considérant que le code général des collectivités territoriales fixe des taux maximums et qu'il y a donc lieu de déterminer le taux des indemnités allouées aux adjoints ;

Le conseil municipal décide de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoints, dans la limite de l'enveloppe budgétaire constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux titulaires de mandats locaux :

Compte-tenu de la taille de la commune, décide d'allouer l'indemnité 150€ brut par mois à chacun des Adjointes (Mme RIGAUD, Mme PRUNET et Mr GUICHARD).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité, d'allouer les indemnités, telles que proposées ci-dessus les crédits nécessaires sont inscrits au budget municipal.

Délibération n° 2020_012D

Délégations du Maire

MAIRIE d'AGONÈS

Mme Véronique RIGAUD, reçoit délégation pour ce qui concerne :

- LES FINANCES
- L'ÉTAT CIVIL

Délibération n° 2020_013D

Désignation des représentants de la commune auprès des différentes instances :

A l'unanimité le Conseil Municipal élit par un vote secret

- Correspondants « Défense » :
 - Titulaire : Eric GUICHARD
 - Suppléant : Bertrand RAMES
- Délégués « Comité Cantonal de Sécurité » :
 - Titulaire : Cédric RICO
 - Suppléant : Bertrand RAMES
- Délégués « Hérault Energies » :
 - Titulaire : Sébastien PASQUIER
 - Suppléant : Eric GUICHARD

Délibération n° 2020_014D

Composition des différentes commissions

Monsieur le Maire propose la création de plusieurs commissions et demande d'en nommer les membres, étant entendu que le Maire en fait partie d'office.

Commission Budget, Finances, Administration :

Véronique RIGAUD
Noëlle PRUNET
Katia SERRES
Bertrand RAMES

Commission Environnement, Aménagement du Territoire :

Noëlle PRUNET
Véronique RIGAUD
Camille BRETON
Gwenaëlle MATHIEU
Sébastien PASQUIER

Commission Travaux, Voirie Réseaux, Patrimoine :

Eric GUICHARD
Camille BRETON
Gwenaëlle MATHIEU

MAIRIE d'AGONÈS

Sébastien PASQUIER
Cédric RICO
Laurent TEISSIER

Commission Communication, Animation, Vie Associative :

Camille BRETON
Gwenaëlle MATHIEU
Bertrand RAMES
Cédric RICO
Laurent TEISSIER

Commission Affaires Sociales, Jeunesse, Personnes Agées :

Véronique RIGAUD
Noëlle PRUNET
Camille BRETON
Gwenaëlle MATHIEU
Katia SERRES

Commission appel d'offre :

Véronique RIGAUD
Noëlle PRUNET
Bertrand RAMES

Délibération n° 2020_015D

Délégation générale de pouvoir accordée au Maire en application de l'article L.2122-22 du Code des Collectivités Territoriales.

Délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

En application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, il y a lieu de préciser les attributions exercées par le Maire au nom de la Commune :

Selon l'article L.2122-22, le Maire peut, en outre, par délégation du Conseil Municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales.

2° De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et,

MAIRIE d'AGONÈS

d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal

3° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a de l'article [L. 2221-5-1](#), sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Les délégations consenties en application du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

14° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L 211-2 ou au premier alinéa de l'article [L. 213-3](#) de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal pour les opérations d'un montant inférieur à 100 000 euros ;

15° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil

MAIRIE d'AGONÈS

municipal et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants

Il convient par la présente délibération de définir ces cas.

Ces cas s'entendent tant dans les actions intentées devant les Tribunaux de l'ordre Judiciaire que de l'ordre Administratif.

Ils concernent notamment :

** les contentieux des POS, PLU et de tous les documents d'urbanisme concernant le territoire de la Commune et ce, à tous les stades des diverses procédures d'élaboration ;*

** les autorisations et les activités des services décentralisés, que la défense soit assurée directement ou par l'intermédiaire de la mise en jeu d'une assurance adaptée ;*

** les recours liés aux conditions de forme ou de fond des délibérations du Conseil Municipal, des décisions et arrêtés municipaux ainsi que tous actes administratifs susceptibles de recours pour excès de pouvoir ;*

** les instances concernant les contrats de la Commune tant dans le cadre de marchés publics que dans le cadre de délégations de services publics, concession de services publics et contrats d'affermage, etc... et ce, à tous les stades de la passation et de l'exécution ;*

** les contentieux mettant en cause les finances de la ville ;*

** les affaires liées à l'occupation du domaine privé ou public de la Commune ;*

** les contentieux concernant les autorisations d'ouverture de commerce, les soldes ou les ventes en liquidation ;*

** les affaires liées aux travaux publics de la Commune et aux marchés de travaux ;*

** les affaires liées à des travaux ou projets situés à proximité de la Commune ou ayant une influence pour la Commune ;*

** les affaires mettant en jeu la responsabilité civile ou pénale de la Commune ou de ses mandataires, soit en la défendant directement, soit en mettant en jeu une assurance adaptée ;*

** les contentieux des expropriations à tous les stades de la procédure y compris pour les actes administratifs n'émanant pas de la Commune (déclaration d'utilité publique, arrêté de cessibilité, ordonnance d'expropriation...)*

** les affaires concernant la gestion du domaine privé de la Commune et les conventions qui la lient à des tiers dans ce cadre ;*

** les affaires amenant contestation de titres exécutoires ;*

** les contentieux liés à la gestion du personnel municipal ;*

** les contentieux liés à l'exercice des droits de préemption et ce, tant devant les juridictions de l'ordre judiciaire qu'administratif ;*

16° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal de 10 000 € par sinistre*);

17° De donner, en application de l'article [L. 324-1](#) du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

18° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article [L. 311-4](#) du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue

MAIRIE d'AGONÈS

par le troisième alinéa de l'article [L. 332-11-2](#) du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

19° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal : fixé à 20 000 € par année civile

20° D'exercer ou de déléguer, en application de [l'article L. 214-1-1](#) du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal pour un montant inférieur à 100 000 euros, le droit de préemption défini par l'article [L. 214-1](#) du même code ;

21° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux [articles L. 240-1 à L. 240-3](#) du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles

22° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et [L. 523-5](#) du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

23° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

24° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article [L. 151-37](#) du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

25° De demander à tout organisme financeur, l'attribution de subventions ;

26° De procéder, dans les conditions suivantes au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

27° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation.

Le Conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité l'application intégrale et pour toute la durée du mandat du Maire de l'article L.2122-22 dans les conditions et précisions définies ci-dessus ;

JUSTIFIE cette décision par la nécessaire bonne marche de l'administration communale.

MAIRIE d'AGONÈS

Mr la Maire a lu la charte de l'élú local

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 20h30.